

contre la pauvreté qui puisse être immédiatement mis en vigueur. La conférence à mis à jour ce qui sans doute aurait pu être prévu à l'avance, c'est-à-dire qu'il existe une foule d'opinions sur le sujet, qu'on ne s'entend pas sur la marche à suivre, et qu'il n'y a pas la moindre unanimité parmi les vis-à-vis ni, d'ailleurs, parmi les membres de mon parti, quant aux moyens à prendre pour venir à bout du problème de la pauvreté. Voilà pourquoi je dis qu'il est faux de prétendre qu'il existe des solutions instantanées.

De même, le chef de l'opposition et bien d'autres députés de l'Est admettront qu'il n'existe pas de solutions simples dans le domaine de l'expansion économique, qu'il ne suffit pas d'avoir le cœur bien placé, et ainsi de suite. Nous en avons eu bien des preuves, aucune plus révélatrice que l'expérience de l'usine d'eau lourde à Glace Bay. Qui peut mettre en doute le fait que le Nouveau parti démocratique n'a pas de solutions instantanées? En ce moment même à Winnipeg, il est évident qu'il y a confrontation classique entre les divers éléments de ce parti au sujet de la domination étrangère. Parlant dans cette enceinte il y a à peine deux ou trois jours, le chef du Nouveau parti démocratique s'en est pris au gouvernement, lui reprochant son indulgence envers les propriétaires étrangers. Pourtant, son ancien collègue dans cette Chambre, aujourd'hui distingué premier ministre du Manitoba, aux prises avec les réalités de sa charge, déclare qu'il n'a rien contre les capitaux étrangers et que, loin d'être une menace, il est libéral avec un petit «l.»; en fait, il tente d'attirer ce genre de capitaux.

C'est très facile de se contenter de démolir le gouvernement et de supposer que le meilleur moyen d'accéder au pouvoir ne consiste pas à proposer des solutions de rechange, qui peuvent faire l'objet de critiques, mais plutôt à critiquer constamment les mesures et les programmes du gouvernement. C'est de bonne guerre, naturellement. Personne ne soutient le contraire. L'opposition a parfaitement le droit de jouer ce rôle. Toutefois, il est insuffisant, et si l'opposition ne le dépasse pas, à coup sûr, il arrivera finalement—et je me permets ici d'oser prodiguer quelques conseils à l'opposition—que le public se rendra compte, comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises depuis des années, qu'aucune solution de rechange n'est proposée et que ceux qui se contentent de ridiculiser les efforts entrepris ne méritent pas son appui. A cet égard, qu'il me soit maintenant permis d'aborder un sujet pour moi très important: les problèmes de la pêche à Terre-

[L'hon. M. Jamieson.]

Neuve. Je reconnais aux vis-à-vis le mérite de s'inquiéter autant que moi des besoins de la région. L'an dernier avait lieu en cette enceinte un grand débat sur les pêches. Monsieur l'Orateur, nous connaissons trop bien ce genre de débat. Il y a près de 500 ans, Jean Cabot, après avoir navigué pour la première fois dans les eaux de Terre-Neuve, rapportait que la morue y était si abondante qu'on pouvait l'attraper dans un baquet lesté de pierres. Si les vis-à-vis de Terre-Neuve avaient été aux alentours à l'époque—et j'avoue que parfois je crois qu'ils y étaient—ils se seraient empressés d'exiger une subvention en faveur de Cabot. Pour le moins, ils auraient proposé que nous réduisions de quelque manière le prix des paniers et des pierres.

Depuis toujours, c'est la façon conventionnelle et traditionnelle d'aborder le sujet. Ce qui s'est produit il y a un an montre bien à quoi je pense. L'industrie de la pêche se trouvant en fort mauvaise posture; on demandait sans cesse que d'autres millions soient versés dans le puitsard des subventions à la pêche.

Le ministre des Pêches (M. Davis) a résisté à cette demande, ce qui est tout à son honneur. Il a choisi la voie la plus difficile en tentant de s'attaquer à la racine du mal. A la suite de cette planification éclairée, un programme spécial de soutien des prix a été adopté pour aider l'industrie du poisson frais; depuis, celle-ci a vu ses marchés se renforcer sensiblement. Cette situation a pour ainsi dire complètement transformé les perspectives de bien des fabriques de poisson frais; elles étaient au bord de la faillite il y a un an; nombre d'entre elles ont une chance de faire des bénéfices raisonnables cette année.

M. Lundrigan: Puis-je poser une question au ministre?

L'hon. M. Jamieson: Si le député veut bien attendre, je répondrai à toutes les questions lorsque j'aurai fini.

Bien entendu, il reste encore de graves problèmes à résoudre dans cette industrie mais nous avons, je crois, réalisé les plus grands progrès qu'ait connus l'industrie du poisson frais congelé depuis 20 ans. Cette année, nous introduirons la mise en marché de la morue salée et créerons une société de développement. Tout cela prouve qu'une façon ordonnée de résoudre ces problèmes donne des résultats.

Cela prouve autre chose aussi—qui devrait intéresser tous les députés—c'est-à-dire que si l'on obtient une collaboration plus étroite de ceux dont les vies sont touchées par les diver-